

Une parenthèse entre l'errance et l'école

A Bruxelles, « la Petite Ecole » familiarise les réfugiés syriens aux codes de l'enseignement. Un travail qui débute par la mise en confiance de ces enfants qui n'ont connu que la guerre et l'exil.

Ca, c'est quoi ? - Syria ! - Syrie. En français, on dit Syrie. » L'index pointé vers le drapeau tricolore aux deux étoiles, Juliette s'assure que Mirna, Nourreddin, Rama, Sidra, Ahmad et Youssef, ses six élèves du jour, ont bien saisi la nuance. Il y a quelques mois encore, c'eût été peine perdue de donner une heure de cours à ces enfants qui ne s'étaient jamais assis derrière un pupitre.

Mais aujourd'hui, ces réponses aux devinettes de Juliette et les quelques mots en français couchés dans un cahier représentent le fruit d'un travail de plusieurs mois. Une petite victoire sur l'analphabétisation. En septembre prochain, ces écoliers (ou plutôt ces enfants qui jouent à l'être) intégreront un établissement scolaire. Il reste peu de temps à Juliette Pirlet, Mélanie Cortombos et Marie Pierrard, les trois institutrices qui portent depuis trois ans ce projet pédagogique, pour leur mettre le pied à l'étrier. Mais elles semblent confiantes : en quelques mois, ces gamins, incapables pour la plupart de tenir un crayon en main et qui n'avaient jusque-là connu que la guerre ou l'errance, ont réalisé d'incroyables progrès.

« Perdus dans les démarches administratives »

C'est en février 2016 que la Petite Ecole a ouvert ses portes aux enfants de migrants non scolarisés pour les accompagner dans cette transition entre l'exil et l'entrée dans le parcours scolaire.

« Déjà avant la première crise migratoire, nous avions pris conscience de la présence massive de réfugiés syriens. Nous savions qu'ils occupaient un parc anderlechtois et que ces quelques centaines de familles, présentes en Belgique depuis un an ou deux, n'avaient pas scolarisé leurs enfants. Ils avaient voyagé pendant trois ou quatre ans et étaient perdus dans les démarches administratives. Leurs enfants, eux, s'enuyaient et étaient ultrademandeurs », retracent les trois enseignantes qui affichent toutes une expérience d'une quinzaine d'années dans des écoles à

discrimination positive.

Implantée boulevard du Midi, à quelques encablures du parc de la Rosée d'Anderlecht où la communauté Dom (lire par ailleurs) a coutume de se réunir, l'ASBL dispose d'une petite salle de classe, d'une pièce réservée à l'accueil et d'un coin peinture. Un dernier espace est réservé aux enfants qui souhaitent s'isoler un moment des autres élèves.

Chaque année, la petite structure pédagogique accompagne des enfants âgés de 6 à 12 ans (pas plus de dix à la fois), à quelques exceptions près comme cette ado de 16 ans que son frère est venu inscrire deux jours plus tôt. « On l'accueille en attendant la rentrée de septembre pour qu'elle ne reste pas cloîtrée chez elle. Elle ne parle pas un mot de français. »

La grande majorité des enfants qui fréquentent ou ont fréquenté l'école sont donc des Doms, mais on compte aussi quelques Roumains, Sénégalais (au Sénégal, 40 % des enfants ne sont pas scolarisés) et Guinéens qui n'ont connu que les écoles coraniques.

L'apaisement par le rituel

Selon le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, qui ne dispose pas de chiffres officiels, la communauté Dom compte quelques centaines de membres en Belgique. D'autres sources, dont les acteurs de terrain, recensent entre 5.000 et 10.000 individus dans notre pays.

La plupart de ces familles ont quitté la Syrie aux prémices du conflit. En raison de leur appartenance à une minorité marginalisée, le risque qu'elles soient parmi les premières victimes des persécutions était particulièrement élevé. « C'est une communauté qui vit complètement repliée sur elle-même. Pour ses membres, faire un pas vers l'école, c'est mettre en danger leur propre culture. » Les parents qui poussent la porte de la Petite Ecole se montrent d'ailleurs très méfiants à l'égard des institutions. C'est souvent avec eux que le travail commence. « Au début, on organisait des déjeuners tous les matins avec les familles. C'était né-

cessaire pour réaliser un travail de médiation. On s'est rendu compte que nos codes étaient tellement différents que, pour eux, tout paraît être un obstacle tant la peur de l'inconnu est ancrée », racontent Juliette, Mélanie et Marie.

S'ils sont plus spontanés, les premiers échanges avec les enfants, qui présentent tous des fragilités comportementales et cognitives après ces longues années d'exil, ne sont pas forcément plus fluides. Les premières sorties en dehors de l'école se sont soldées par des crises de panique. « Ils ont tous vécu les bombes, les explosions, les mines. Et durant ces années de voyage : l'exploitation, la violence. Mais ils font preuve d'une telle résilience que ça ne se voit pas toujours. »

Deux nouvelles antennes

Très vite, Juliette, Mélanie et Marie ont aussi réalisé qu'ils n'avaient jamais vécu de journée rythmée. En classe, l'apprentissage débute donc par l'acquisition de repères temporels. Ce matin, c'est au tour d'Abdel Aziz de venir coller les images illustrant le programme de la journée. « On travaille sur l'anticipation, la projection. Mais les journées restent très répétitives. Ça permet de les apaiser. » L'apprentissage de la langue fait bien entendu partie du projet mais le travail en amont, tant sur la sociabilisation que sur l'estime de soi, est à ce point colossal que le temps que peuvent y consacrer les enseignantes est forcément limité.

A ce jour, aucun enfant Dom - « qui partent de zéro », comme le soulignent leurs bienveillantes institutrices - inscrit en secondaire, sans donc avoir eu l'occasion de fréquenter la Petite Ecole, n'a réussi à passer dans l'année supérieure. Par contre, une poignée d'entre eux fréquentent l'ASBL qui fait aussi l'école des devoirs l'après-midi pour les enfants du quartier.

Trois ans après le lancement du projet, la demande est telle que l'ASBL ambitionne d'ouvrir deux antennes supplémentaires à Bruxelles, elle qui dépend exclusivement de fonds privés après avoir reçu un soutien financier de la Fédération Wallonie-Bruxelles durant les deux premières années. ■

LUDIVINE PONCIAU

ÉTUDE

L'accès à l'école reste difficile

Les capacités des services d'accueil destinés aux réfugiés et aux demandeurs d'asile accompagnés de jeunes enfants ne sont pas assez développées en Belgique, tant dans la phase du premier accueil que pour l'intégration qui doit suivre. C'est ce qui ressort d'un rapport établi par le think tank indépendant Migration Policy Institute qui, à la demande de la Fondation Roi Baudouin, a coordonné une étude dans neuf pays qui font face à des défis très semblables en matière de migration (Belgique, Canada, Allemagne, Grèce, Pays-Bas, Turquie, Suède, États-Unis). *« Des recherches scientifiques ont démontré l'importance d'un accueil préscolaire stimulant pour le développement cognitif, psychosocial et physique des jeunes enfants. Les jeunes enfants réfugiés en sont largement privés. Si, partout, on s'accorde à reconnaître l'importance de services d'aide compétents après avoir vécu des expériences stressantes et traumatisantes, dans la pratique, ces services ne sont pas systématiquement soutenus »*, indique le rapport.

Dans plusieurs pays, la répartition des compétences entre les niveaux nationaux, régionaux et locaux complique notamment la coordination des services d'éducation et d'accueil. Le rapport cite comme exemple de bonne pratique le partenariat, dans notre pays, entre Fedasil et l'ONE et son équivalent flamand Kind&Gezin, pointe la Fondation Roi Baudouin. *« Mais dans notre pays aussi, il est très compliqué pour les familles en question d'entrer ensuite en contact avec les services existants : elles ne les connaissent pas, il y a des listes d'attente, des coûts et des procédures administratives dans lesquelles elles se sentent perdues. Personne ne comptabilise non plus dans quelle mesure ces enfants fréquentent l'école maternelle. »*

L.P.O.

LES DOMS

La communauté la plus vulnérable

De confession musulmane, nomades ou semi-nomades, les Doms constituent la communauté syrienne la plus discriminée, et donc la plus vulnérable. C'est aussi une réalité dans les camps de réfugiés, ce qui les amène souvent à taire leurs origines. Le fait qu'ils soient rarement porteurs de papiers d'identité rend leur recensement particulièrement difficile. Aucune source ne semble pouvoir établir avec exactitude le nombre de membres que compte la communauté implantée en Syrie mais aussi au Liban, en Israël, en Jordanie, en Turquie et en Égypte. Originaires du nord de l'Inde, les Doms sont souvent apparentés aux Roms d'Europe par ce mode de vie nomade auquel ils restent très attachés. Très peu scolarisés donc

peu qualifiés, leurs professions traditionnelles sont forgeron, orfèvre, argentier, dentiste et prothésiste dentaire non diplômé, indique l'Office français de la protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra). Un grand nombre d'entre eux travaillent aussi dans l'agriculture ou vivent du recyclage des déchets en plastique, du papier et du métal. Mais même dans ces professions manuelles sous-payées, ils peinent à trouver un emploi. Repliée sur elle-même, la communauté reste fidèle à ses codes et ses coutumes, mais ses membres parlent souvent l'arabe en plus du domari. Les filles de plus de 10 ans ne sont généralement plus scolarisées et il n'est pas rare, encore à l'heure actuelle, qu'elles soient mariées à l'âge de 13 ou 14 ans avec un jeune du même âge.

L.P.O.